



Taux actuels de d'émaciation : 5% retard de croissance : 32.2% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 16.8%

Source: Gouvernement béninois (DHS, 2018)

### Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (10.7 % des dépenses publiques en 2018) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Bénin : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Plan National Développement 2018 - 2025) accorde une grande importance à la nutrition.
- Bénin : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Bénin : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017-2018.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Bénin : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Bénin : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Bénin : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (4.6% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Bénin : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Bénin : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Bénin : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 52 % des enfants en 2017.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (16.5% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Bénin : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

| Dépenses publiques  | Résultat*                         | Année   | Rang HRCI sur 45 |
|---|-----------------------------------|---------|------------------|
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>   | 10.7%                             | 2018    | 4e               |
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>        | 4.6%                              | 2017    | 31er ex aequo    |
| <b>Politiques</b>   |                                   |         |                  |
| Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>                                     | Moyen                             | 2019    | 14e ex aequo     |
| Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>            | Bon                               | 2019    | 17e ex aequo     |
| Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes                   | 85.6%                             | 2017-18 | 9e               |
| Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>                        | Médiocre                          | 2018    | 26e ex aequo     |
| <b>Lois</b>   |                                   |         |                  |
| Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>         | Moyen                             | 2019    | 10e ex aequo     |
| Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup> | Dans la loi, pas dans la pratique | 2019    | 3e ex aequo      |
| Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>                             | Pas dans la loi                   | 2019    | 16e ex aequo     |
| La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)                  | Oui                               | 2014    | 1er ex aequo     |

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

| Dépenses publiques   | Résultat*            | Année     | Rang NCI sur 45 |
|--|----------------------|-----------|-----------------|
| \$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)                  | Sectoriel uniquement | 2019      | 24e ex aequo    |
| <b>Politiques</b>  |                      |           |                 |
| Taux d'enfants supplémentés en vitamine A  | 52%                  | 2017      | 31er            |
| L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)                             | Oui                  | 2010      | 1er ex aequo    |
| Population ayant accès à une source d'eau améliorée                                  | 76.4%                | 2017      | 31er            |
| Population ayant accès à un assainissement amélioré                                  | 16.5%                | 2017      | 40e             |
| Visites médicales pour les femmes enceintes  | 83.2%                | 2017-2018 | 33e             |
| Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup> | Grande               | 2018-2025 | 7e              |
| Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)                      | Non                  | 2019      | 42e ex aequo    |
| Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)               | Oui                  | 2019      | 1er ex aequo    |
| Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)                                  | Oui                  | 2019      | 1er ex aequo    |
| Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)                  | Oui                  | 2017-2018 | 1er ex aequo    |
| <b>Lois</b>  |                      |           |                 |
| Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>                 | Pleinement consacré  | 2019      | 1er ex aequo    |

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel